L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DES ANNONCES JUDICIAIRES:—NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 6 FEVRIER 1847.

IMPRIME ET PUBLIE PAR
MAINE & WEISSE.
No. 81, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
SAMEDI MATIN, 6 FEVRIER 1847.

NOMINATIONS WHIGS
POUR LES NOMS SUIVANTS:

JAMES P. FRERET.
FERGUS GARDERE.

POUR SHERIFF:
RANDELL HUNT.

La Malle est arrivée hier ; malheureusement elle ne nous a point apporté des séries régulières de nos journaux français, si ce n'est un seulement, tout le *Siècle*, les *Débats*, la *Presse*, le *Courrier Suisse* et la *Revue des Deux Mondes* du premier janvier, ainsi que la *Presse* du 2, c'est à dire ces numéros pris secondes par nous passions avoir de Paris.

Nous avons tant d'exemplaires empruntés assez nombreux, qui, par leur variété, auront au moins autant d'intérêt qu'une revue rétrospective du mois de décembre. Au besoin nous résumerons dans le prochain numéro la situation des différentes Bourses européennes à la fin de l'année 1846.

☞ On trouvera dans la partie anglaise de notre feuille, la liste générale des navires en charge ou en route pour ce port. Il y en a 69 du Nord, et 75 d'Europe.

SECOURS A L'IRLANDE.

A la grande réunion qui a eu lieu avant-hier à la nouvelle Bourse St. Charles, pour décider des mesures à prendre en faveur de la malheureuse Irlande le Maire de la ville, M. Crossman, a été nommé président général. C'est entre ses mains que devront être versées les fonds recueillis par les différents collecteurs. Voici les noms de ces derniers.

Premier Arrondissement.—Messrs. Marie, juge de paix du premier district ; Aldermen Bell, Hagan, Fowles, Shields, Summerland, Wm. C. Conway, P. Kelly, Jacob Barker, W. W. White, M. Mudge, R. B. Sykes, P. Irwin, A. Hanion.

Deuxième district.—Aldermen S. J. Peters, Osborn, Landis et Jamison, C. Diamond, Geo. Hyman, F. Rouchard, F. Dupin, J. R. Conway, P. Kewen, Thomas Connolly, jr., D. Ewing, capt. Q. Quarles.

Troisième district.—Aldermen Edwards, Duggan, Reynolds, Gooden et T. Hale, E. W. Seare, F. Evans, A. J. Evans, J. C. Gaines, Jas. Dunn, P. Commings, J. Behan.

Quatrième district.—Aldermen Smith et Daverin, Delaude, H. Keering, Geo. Aiken, P. Cummiskey.

Première Municipalité.—Aldermen Fabre, Hagan, Eustis, Shields, Summerland, Wm. C. Conway, Dufour, Lanier, J. Bringier, A. Lewis, J. B. Marks, T. Zacharie, L. T. Taylor, A. Kasch, J. Barnidge, C. B. Bevery, F. Labatut, M. Bassoo, Alex. Phelps, D. P. Seaman, J. Kennedy, P. L. Mossey, Hugh Kennedy, F. McMurray, T. Foor, T. Cosmore, D. Cronan, M. Hehe, J. Jenkins.

Troisième Municipalité.—Aldermen Nicolopolo, Jamison, Donovan, Hoar, Lagendijk, Bemis, J. Montelet, P. Conroy, T. Caldwell, L. Garvey, D. Cavanaugh, W. Kerby, Sharky, Gurtot et Weiler.

Lafayette.—Aldermen Forance, P. Harty, N. Wescott, J. R. Bayne.

Greenville.—Jno. Mc Alee, Wm. Reid.

Agent.—D. Marks, D. Nicholson, capt. Bailey.

Depuis les dépêches toutes manuscrites par l'intendance et l'archevêché, la quête des différents collecteurs se soutient à l'entour, et il est probable que ces sommes qui seront considérables. La générosité proverbiale des citoyens de la Nouvelle-Orléans n'a jamais été démentie à l'heure de l'humaine souffrance.

N. B. Le registre et de la souscription ouverte en faveur de l'Irlande, consiste les collecteurs, charges de recevoir et les dons, à une réunion qui aura lieu ce soir, lundi, à une heure, dans la salle de bal de la Bourse de Louis.

Benefice d'adieu de Mlle Blangy.

C'est ce soir définitivement que Mlle Blangy nous fait ses adieux, et nous donnons tout à la fois le *Duc et la Bayadère*, ce ballet en huit actes dont nous parlions avant-hier. La salle de l'Amérique va sans doute se remplir comme jamais pour la jeune et gracieuse artiste. Mlle Blangy, en effet, depuis la Havane, a recueilli de nombreux témoignages de sympathie.

Théâtre d'Orléans. Les *Mousquetaires de la Reine* viennent à leur tour de reparaître. Jamais cette charmante pièce n'a été plus complète, plus amusante et plus chaleureusement jouée par ses spirituels interprètes. Nous n'en dirons rien de plus.

Communiqué.

Les nombreux admirateurs du prodigieux talent de MM. L. de Meyer et Jos. Blake, auront appris avec empressement ce jour où ils partiront aux deux musiciens artistes de ce rare instrument, l'harmonica, l'un des enthousiastes générateurs qui a soumis le grand public de la Nouvelle-Orléans, et ouvert les prix de notre une seconde fois cet admirable morceau, qui a si bien mérité de l'exécution des deux virtuoses artistes qui la Nouvelle-Orléans *doit être fier de posséder*.

SUPREME. La Cour de la Louisiane, en se trouvant d'Appalachicola à Nouvelle-Orléans, avec un changement de direction, est maintenant dans la nuit du 12 janvier, sur le vapeur Louisiane. La *Mary Hopes* en a retiré 101 balles qu'elle a transportées. On espère sauver le reste, et même le macre.

Congres.

Senate du 27 Janvier 1847.

SENAT.—M. Niles, au nom du comité des Postes, rapporte une résolution qui pourvoit au transport des malles pour l'armée du Mexique.

Le bill de l'emprunt subit sa troisième lecture, il est adopté par 24 oui contre 2 non.

La résolution de M. Corry, du New-Hampshire, se présente lu l'ordre, on sait qu'elle requiert l'exécution du territoire mexicain. L'honorable sénateur explique sa pensée : l'armée est trop exigeante, elle dépense inutilement des hommes et de l'argent ; il voudrait qu'on la ramenât dans les limites des États-Unis, afin de lui donner l'organisation qui lui manque, puis, lorsqu'elle serait arrivée à ce but, on la lancerait vigoureusement sur le Mexique. Cette résolution est actuellement déposée sur le bureau.

Le bill des dix régiments revient ensuite ; la discussion s'engage sur l'amendement de M. Atchinson qui demande que les dix régiments de rangers soient transformés en volontaires. Elle dure jusqu'à l'heure de l'ajournement sans avoir amené de résultat.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.—On adopte la résolution qui vote des médailles d'honneur aux marins français, anglais et espagnols qui ont montré dans le naufrage du *Somers*, tant de dévouement pour sauver les marins américains.

Le bill pour augmenter la solde de l'armée subit quelques modifications, puis est adopté par 171 oui et 14 non. Le bill accorde 40 acres de terre à ceux qui auront servi au moins douze mois depuis le mois de mai dernier, et qui n'auront été honorablement incenciés, et tous ceux qui auront servi douze mois ou plus, auront droit à une augmentation de solde de $3 par mois. Toutefois, les certificats de terre ne devront être émis que dans cinq ans.

La Chambre donne son adhésion aux modifications que le Sénat a faites au bill de l'emprunt, et ce bill est envoyé au Président.

M. Shenk demande l'autorisation de présenter une série de résolutions demandant le retrait de notre armée en deçà du Rio-Grande, la continuation du blocus et de l'occupation des ports mexicains aujourd'hui en notre pouvoir. Cette demande soulève beaucoup de trouble et de confusion. En fin de compte, la Chambre refuse de suspendre ses règlements pour la réception de ces résolutions.

La Chambre se forme ensuite en comité général pour la discussion du bill de la marine ; et cette discussion dure jusqu'à l'heure de l'ajournement.

Séance du 28 Janvier 1847

SENAT.—Le comité de commerce rapporte un bill pour la construction d'une Douane à Savannah.

Le comité de la marine rapporte un bill pour la construction de quatre navires à vapeur.

M. Niles présente une résolution qui propose une augmentation sur certains articles déjà passables de droits, un droit sur les articles libres, afin d'augmenter le revenu de cinq à dix millions. Cette résolution revendra ultérieurement.

L'amendement de M. Atchinson pour transformer en volontaires les dix nouveaux régiments de réguliers, est rejeté par 29 voix contre 20 ; mais le Sénat ne décide rien sur le bill lui-même.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.—La séance de ce jour est l'une des plus incroyables que l'on puisse voir : la discussion d'un point d'ordre, à propos de bill de la marine, a occupé plus de dix heures, sans amener le moindre résultat. Voilà ce qui s'appelle faire les affaires. Il est vrai que la Chambre ne s'est ajournée que vers onze heures du soir, et que l'on a parlé sans interruption durant tout ce temps.

LEGISLATURE DE LA LOUISIANE.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Vendredi, 5 février 1847.

La chambre adopte une résolution (présentée par M. Taylor), engageant au comité du commerce d'enquérir s'il ne serait point convenable de supprimer l'impôt sur les bateaux à vapeur qui naviguent dans les eaux de l'État.

M. Griffin présente un mémoire par lequel la législature est priée de ne pas renouveller le privilège accordé à M. Bennett B. Simms, de tenir un bac sur l'Atchafalaya. M. Joffrion présente un contre-mémoire. Ces deux pièces sont renvoyées au comité judiciaire.

L'acte pour régler la vente des biens de succession est, sur motion de M. Bent, mis à l'ordre du jour pour lundi prochain.

M. Vason présente une résolution décretant la nomination d'un comité qui sera chargé du soin de promulguer toutes les lois passées en 1846, de s'enquérir de la manière dont elles ont été publiées par l'imprimeur de l'État, et de rapporter s'il ne conviendrait pas de les publier de nouveau. La résolution passe.

M. Lewis introduit une résolution qui fixe à trois piastres par jour le salaire des commis employés par le comité judiciaire. Repoussée par 34 voix contre 31.

M. Shields, du comité des améliorations, présente un long rapport sur les dépenses encourues pour les améliorations intérieures. Sur motion, la chambre ordonne que trois cents exemplaires de ce rapport soient imprimés.

M. Finé introduit un acte pour la liquidation des affaires de la compagnie des Architectes de la Nouvelle-Orléans. Référé au comité judiciaire.

On réclame la prise en considération de l'acte relatif à l'achèvement du Raccourci. Après un long débat, le bill est adopté à sa seconde lecture. Il subira sa dernière lecture demain.

La chambre s'ajourne à lundi.

SÉNAT.—Le bill pour la protection des volontaires qui s'engagent au service des États-Unis, est pris en considération et donne lieu à un long débat. Le projet de loi est lu une seconde fois et adopté.

Sur motion de M. Porche, l'acte qui autorise les habitans de la Pointe-Coupée à choisir la localité où devra siéger la Cour de Justice, est pris en considération, et passe après une troisième lecture.

L'acte de la chambre qui alloue une rétribution à M. J. B. Estland, pour les services qu'il a rendus à l'État en réglant les comptes de celui-ci avec le gouvernement fédéral, est déposé sur le bureau sujet à l'appel.

Le Sénat vote plusieurs autres bills d'une nature locale, puis s'ajourne à lundi.

Chronique Locale.

NOUVELLE QUESTION EN JURISPRUDENCE. — La seconde Cour de District vient d'être saisie d'une singulière question de jurisprudence. Il ne s'agit de rien moins que de faire annuler le testament du juge Martin. On sait que par une loi de 1812 l'État réalise une taxe de dix pour cent sur toute succession échue à des héritiers qui résident en pays étranger. L'avocat général maintient, au nom de l'État, que le testament olographe n'est valide qu'autant qu'il est écrit tout entier de la main du testateur, comme le veut le code, et que par conséquent celui du juge Martin est nul, vu que sa cacité ne lui permettait point d'écrire. Si l'État emporte ce point, à presque universalité des biens de cette riche succession, au lieu d'échoir uniquement au frère du défunt qui réside parmi nous, sera dévolue à une foule de collatéraux qui résident en France ; et alors l'État aura droit à six dix pour cent, ou seulement au-delà de la somme de $300,000).

Nous apprenons que M. Lallande Ferrière, ci-gouvernant bressé par M. Orat Byrd, se porte mieux, quoique son état inspire encore des craintes sérieuses.

PREMIÈRE COUR DE DISTRICT.—La séance d'hier a été consacrée à l'audition de causes civiles. Le grand jury se réunira ce matin, il aura à se prononcer sur des affaires graves.

Le nomme P. K. Stevens a été arrêté hier par la police de la Première Municipalité, sous la prévention d'escroquerie. Il comparaîtra prochainement devant le recorder Genois.

☞ A Communipole même on a inquiété, en apparence qu'un trade contracte entre Bonaparte et Metternich. Il est plus que probable que ces deux États ont disparu ; la Russie dépose la Vistule, elle touche à l'Oder et au Danube ; on peut même dire que sa domination politique, par l'intermédiaire de ses deux grands vassaux de Berlin et de Vienne, pèse déjà au-delà du Pô et du Rhin.

L'absorption du royaume de Pologne par l'empire russe, celle de Cracovie par l'empire autrichien, la dislocation des districts silésiens pour satisfaire la Prusse, dont venues avertir le monde qu'à l'avenir l'orthodoxe monarchique se proposait de joindre à la répression des idées de progrès et le démembrement des territoires. De là part des alliés de Pétersbourg, de Vienne et de Berlin, ces nouveaux actes de foi n'ont rien d'ailleurs qui doive surprendre. Ils sont la conséquence logique des quatre partages antérieurs de la nation polonaise, attentats accomplis aussi, on le sait, au nom de la morale et du bon ordre européen. Mais l'Allemagne, qui s'est prêtée trop complaisamment à cette honteuse combinaison, comme depuis au démembrement de la France et à l'asservissement de l'Italie, l'Allemagne, étourdie et accroupie elle-même, en 1815, au gré de deux ou trois puissances, commence enfin à entrevoir les périls qui menacent sa nationalité et son indépendance. Les mots *confédération germanique, nationalité* et même *princes* signifient ces restes de la monarchie saxonne, et des autres Saxe, ces Hesses, ces villes libres, ces fiefs de Francfort, de Hambourg, ces duchies de Mecklembourg et de Bade, et même ces restes du royaume de Wurtemberg, de Hanovre et de Bavière ! Comment tous ces principautés, tous ces chetifs États résisteraient-ils aux trois puissances qui veulent tout, à la nation polonaise d'une nation de vingt millions d'hommes et d'une bravoure si renommée ! *Médiatiser* tout cela, se serait-ce pas continuer, parfaire l'œuvre commencée en commun, il y a cinquante ans, par la France, la Russie et l'Allemagne !

Mais la France non consultée, non partie-prenante, laissera-t-elle faire ? Pourquoi non ? La courdisanesque de Louis XV a laissé démembrer la Pologne pour ne pas interrompre les paisirs du boudoir et les petits soupers. La nation des Pénélope, la Bretagne, la Suisse, le Piémont, soumis au même mot d'ordre que la confédération germanique, ne formeraient-ils pas pour nous une magnifique prison dont l'Angleterre tiendrait les clefs, en nous laissant pour nous sertions *sages* ! Accuse dans ces dernières retranchemens, l'établissement de juillet secque-ra-t-il enfin le joug de la peur ? Essaiera-t-il de payer par des ouvrages à vapeur ou de les reprendre ? Aura-t-il le courage et la force d'intervenir tout à la fois en Espagne, en Belgique en Suisse, en Italie ? C'est une guerre universelle. Se laissera-t-il emprisonner dans ce réseau de lazaret ? C'est une humiliation mortelle, le suivie d'une fièvre de consomption qui hâtera le jour suprême.

Voilà pourtant où ont abouti pour nous tant de vœux et de sacrifices faits à la paix ! Voilà les fruits de cette haute sagesse, de cette habileté consommée qui devaient tenir lieu, à avantage, d'armement de toutes les frontières et de toutes les garanties du régime représentatif. Tout autour de nous une ceinture d'influences ennemies ; pas un allié qu'on puisse ou qu'on ose avouer ; les deux dernières coalitions brisées ou en grande partie complet, et au lieu de la quadruple alliance libérale de 1834, une alliance anti-française des quatre principales puissances de l'Europe. Tel est le bilan diplomatique du cabinet du 29 octobre pour l'année peu gracieuse de 1846. Le parlement, près de s'assembler, comprendra-t-il enfin et sentira-t-il aussi amèrement que le pays ce que coûtent des ministres serviles !

(*Siècle du 1er janvier.*)

Mot de l'Enigme prussienne.

Depuis plus d'un an, il est question d'une constitution que le roi de Prusse doit donner à son peuple, et que celui-ci attend toujours. Cette constitution tour à tour promise, retirée, mauvaise plaisanterie même, existe en effet ; mais personne encore n'a dit la véritable cause de ses fluctuations ; personne surtout n'a osé en indiquer la source. Maintenant révéler ces mystères et sans fatuité politique, nous osons croire que notre récit, authentique, au romanesque qu'il puisse paraître dans ses détails, mérite l'attention des hommes d'État.

Le roi de Prusse n'a pas d'ordre dans ses finances. Le trésor que son père lui a laissé est épuisé. Frédéric-Guillaume est artiste dans l'âme. Les choses qu'il fait, il les fait grandiose. Son voyage à Londres a coûté trois millions de thalers ; les fêtes que S. M. donne à sa cour sont brillantes et vraiment royales, mais par ces raisons même le trésor est vide, et le sera à plus que jamais besoin d'emprunt.

Depuis son avènement au trône, c'est-à-dire depuis 1840, Frédéric-Guillaume a usé trois ministres des finances. M. de Flottwel, l'un d'eux, eut l'audace de vouloir mettre de l'ordre dans les dépenses et de résister aux caprices royaux ; mais bientôt il dut céder et à Dieu qu'il ne fût pas ! M. de Duesberg le remplace dans ce départ-ment. M. de Duesberg est un ancien référendaire de justice ; il n'entend rien aux finances et agne tout. Aussi est-il le favori de Sa Majesté.

Cependant le roi voit très-bien qu'à force de dépenser trop il ne lui restera tôt ou tard, d'autre ressource qu'un emprunt ou un nouvel impôt. Or, si l'emprunt ni l'impôt ne pourront se faire ou se lever sans l'adhésion des États provinciaux, et Sa Majesté ne se soucie pas le moins du monde d'une humiliation comparables, supérieure à celle de 1840. La question égyptienne n'affectait en effet, que notre bourse et nous interdita quelques uns industriels, et quand elle a passé sur le tribut à la louange et au blâme, au dédain et à l'admiration, que se fait un trage sévère ; alors nous n'en étions que spectateurs désintéressés ; mais la question d'Espagne, comme celle de Belgique et de Suisse, est pour la France de elle-même, et pour la dynastie d'Orléans surtout, une affaire de vie ou de mort. Or, la troisième rang des trois questions celle de la Suisse pourrait seule arrêter un instant le complet accord du cabinet de Saint-James avec les cabinets absolutistes.

Nous disons un *instant*, et nous faisons pénétrer encore trop d'honneur au pseudo-libéralisme qui a vendu Prega, sacrifié à Vienne toutes les libertés et les nationalités européennes, et qui pour un traité de commerce, brisé ou et restitué, aurait sans scrupule une douzaine de constitutions et autant de tourmentes. Qu'importe-t-il à l'aristocratie britannique les radicaux de Berne ou les jésuites de Fribourg ? Les parties étrangers sont pour elle des instrumens et non des alliés. La Péninsule, la Belgique, la Suisse, le Piémont, soumis au même mot d'ordre que la confédération germanique, ne formeraient-ils pas pour nous une magnifique prison dont l'Angleterre tiendrait les clefs, en nous laissant pour nous sertions *sages* ! Accuse dans ces dernières retranchemens, l'établissement de juillet secque-ra-t-il enfin le joug de la peur ? Essaiera-t-il de payer par des ouvrages à vapeur ou de les reprendre ? Aura-t-il le courage et la force d'intervenir tout à la fois en Espagne, en Belgique en Suisse, en Italie ? C'est une guerre universelle. Se laissera-t-il emprisonner dans ce réseau de lazaret ? C'est une humiliation mortelle, le suivie d'une fièvre de consomption qui hâtera le jour suprême.

Voilà pourtant où ont abouti pour nous tant de vœux et de sacrifices faits à la paix ! Voilà les fruits de cette haute sagesse, de cette habileté consommée qui devaient tenir lieu, à avantage, d'armement de toutes les frontières et de toutes les garanties du régime représentatif. Tout autour de nous une ceinture d'influences ennemies ; pas un allié qu'on puisse ou qu'on ose avouer ; les deux dernières coalitions brisées ou en grande partie complet, et au lieu de la quadruple alliance libérale de 1834, une alliance anti-française des quatre principales puissances de l'Europe. Tel est le bilan diplomatique du cabinet du 29 octobre pour l'année peu gracieuse de 1846. Le parlement, près de s'assembler, comprendra-t-il enfin et sentira-t-il aussi amèrement que le pays ce que coûtent des ministres serviles !

(*Siècle du 1er janvier.*)

Mot de l'Enigme prussienne.

Depuis plus d'un an, il est question d'une constitution que le roi de Prusse doit donner à son peuple, et que celui-ci attend toujours. Cette constitution tour à tour promise, retirée, mauvaise plaisanterie même, existe en effet ; mais personne encore n'a dit la véritable cause de ses fluctuations ; personne surtout n'a osé en indiquer la source. Maintenant révéler ces mystères et sans fatuité politique, nous osons croire que notre récit, authentique, au romanesque qu'il puisse paraître dans ses détails, mérite l'attention des hommes d'État.

Le roi de Prusse n'a pas d'ordre dans ses finances. Le trésor que son père lui a laissé est épuisé. Frédéric-Guillaume est artiste dans l'âme. Les choses qu'il fait, il les fait grandiose. Son voyage à Londres a coûté trois millions de thalers ; les fêtes que S. M. donne à sa cour sont brillantes et vraiment royales, mais par ces raisons même le trésor est vide, et le sera à plus que jamais besoin d'emprunt.

Depuis son avènement au trône, c'est-à-dire depuis 1840, Frédéric-Guillaume a usé trois ministres des finances. M. de Flottwel, l'un d'eux, eut l'audace de vouloir mettre de l'ordre dans les dépenses et de résister aux caprices royaux ; mais bientôt il dut céder et à Dieu qu'il ne fût pas ! M. de Duesberg le remplace dans ce départ-ment. M. de Duesberg est un ancien référendaire de justice ; il n'entend rien aux finances et agne tout. Aussi est-il le favori de Sa Majesté.

Cependant le roi voit très-bien qu'à force de dépenser trop il ne lui restera tôt ou tard, d'autre ressource qu'un emprunt ou un nouvel impôt. Or, ni emprunt ni l'impôt ne pourront se faire ou se lever sans l'adhésion des États provinciaux, et Sa Majesté ne se soucie pas le moins du monde d'une humiliation comparables, supérieure à celle de 1840. La question égyptienne n'affectait en effet, que notre bourse et nous interdita quelques uns industriels, et quand elle a passé sur le tribut à la louange et au blâme, au dédain et à l'admiration, que se fait un trage sévère ; alors nous n'en étions que spectateurs désintéressés ; mais la question d'Espagne, comme celle de Belgique et de Suisse, est pour la France